

« **Je suis un socialiste ukrainien. Voici pourquoi je résiste à l'invasion russe** »

jeudi 18 avril 2024, par [BILOUS Taras](#) (Date de rédaction antérieure : 6 août 2022).

J'écris depuis l'Ukraine, où je sers dans les Forces de défense territoriale. Il y a un an, je ne pensais pas pouvoir me retrouver dans cette situation. Comme des millions d'Ukrainiens, ma vie a été bouleversée par le chaos de la guerre.

Au cours des quatre derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes que je n'aurais guère rencontrées dans d'autres circonstances. Certaines d'entre elles n'avaient jamais songé à prendre les armes avant le 24 février, mais l'invasion russe les a contraintes à tout laisser tomber pour protéger leur famille.

Divers parmi nous critiquons souvent les actions du gouvernement ukrainien et la façon dont la défense du pays est organisée. Mais les personnes rencontrées ne remettent pas en question la nécessité de la résistance et les raisons pour lesquelles nous nous battons.

En même temps, pendant ces mois, j'ai essayé de suivre et de participer aux discussions de la gauche internationale concernant la guerre russo-ukrainienne. Et, maintenant, suite à ces discussions, la principale chose que je ressens est de la fatigue et de la déception. Trop de temps à devoir réfuter la propagande russe manifestement fausse, trop de temps à expliquer pourquoi Moscou n'avait pas de « préoccupations effectives de sécurité » pour justifier la guerre, trop de temps à affirmer les prémisses de base de l'autodétermination avec lesquelles tout militant·e de gauche devrait déjà être d'accord.

Ce qui est peut-être le plus frappant dans nombre de ces débats portant sur la guerre russo-ukrainienne est le fait d'ignorer l'opinion des Ukrainiens. Dans certaines discussions au sein de la gauche, les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. Néanmoins, l'extrême droite constitue une nette minorité de la résistance ukrainienne, tandis que la majorité absolue des Ukrainiens soutiennent la résistance et ne veulent pas être de simples victimes passives.

Négociations

Ces derniers mois, même parmi de nombreuses personnes bien intentionnées, on a entendu des appels, de plus en plus forts bien que finalement vagues, en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie, exactement ? Des négociations entre l'Ukraine et la Russie se sont déroulées pendant plusieurs mois après l'invasion. Toutefois, elles n'ont pas permis d'arrêter la guerre. Avant cela, les négociations sur le Donbass ont duré plus de sept ans avec la participation de la France et de l'Allemagne. Malgré les accords signés [Minsk 1 en 2014 et Minsk II en 2015 ; le 21 février 2022 la Russie reconnaît les dites « républiques populaires de Lougansk et Donetsk »] et un cessez-le-feu, le conflit n'a jamais été résolu. En outre, dans une guerre entre deux Etats, y compris les termes d'une reddition sont généralement réglés à la table des négociations.

Un appel à une solution diplomatique ne signifie rien en soi si ne sont pas abordées les possibilités de négociation, les concessions concrètes et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement du déroulement de l'affrontement militaire, qui lui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et cela peut accélérer la conclusion d'une paix juste.

La situation dans les territoires occupés du sud de l'Ukraine indique que les troupes russes tentent d'y établir une position permanente car ils offrent à la Russie un couloir terrestre vers la Crimée. Le Kremlin utilise les céréales pillées dans ces territoires pour soutenir ses Etats-régimes clients et menace simultanément le monde entier de famine en bloquant les ports ukrainiens. L'accord sur le déblocage des exportations de céréales ukrainiennes, signé le 22 juillet à Istanbul, a été violé par la Russie le lendemain de sa signature en attaquant avec des missiles le port de commerce maritime d'Odessa [1].

Pendant ce temps, des politiciens russes haut placés, comme l'ancien président et actuel vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, ou le chef de Roscosmos [entreprise d'Etat pour les activités spatiales], Dmitri Rogozine, continuent d'écrire que l'Ukraine doit être détruite. Il n'y a aucune raison de croire que la Russie arrêtera son expansion territoriale, même si un jour il devient intéressant pour le Kremlin de signer une trêve temporaire.

De plus, 80% des Ukrainiens considèrent que les concessions territoriales sont inacceptables [enquête du Kyiv International Institute du 13-18 mai 2022]. Pour les Ukrainiens et Ukrainiennes, céder les territoires occupés signifie trahir leurs concitoyens et leurs proches, et soutenir les enlèvements et les tortures quotidiennes perpétrés par les occupants. Dans ces conditions, le Parlement ne ratifiera pas une cession de territoire, même si l'Occident oblige le gouvernement ukrainien à accepter des pertes territoriales. Cela ne ferait que discréditer le président Volodymyr Zelensky et conduirait à la réélection d'un gouvernement plus nationaliste, tandis que l'extrême droite serait récompensée par des conditions favorables au recrutement de nouveaux membres.

Le gouvernement de Zelensky est, bien entendu, néolibéral. Les militants de gauche et les syndicalistes ukrainiens se sont mobilisés de manière large contre ses politiques sociales et économiques. Cependant, en termes de guerre et de nationalisme, Zelensky est le politicien le plus modéré qui aurait pu arriver au pouvoir en Ukraine, en particulier après l'annexion de la Crimée en 2014 et le début de la guerre dans le Donbass [2].

Il y a également eu quelques malentendus sur son propre bilan. Par exemple, de nombreux auteurs accusent aujourd'hui Zelensky de la politique nationaliste en termes de langue, centrée sur les limitations du russe dans la sphère publique et incluant la restriction des langues des minorités nationales dans l'enseignement secondaire. En fait, ces lois linguistiques ont été adoptées au cours de la législature précédente, mais certaines de leurs dispositions sont entrées en vigueur après l'entrée en fonction de Zelensky [le 20 mai 2019]. Son gouvernement a tenté à plusieurs reprises de les assouplir, mais à chaque fois il a fait marche arrière suite aux protestations nationalistes [3].

Cela a été mis en évidence après le début de l'invasion [24 février] par les appels fréquents de Zelensky aux Russes, son invitation adressée au Kremlin à négocier et ses déclarations selon lesquelles l'armée ukrainienne ne tenterait pas de reprendre les territoires qui étaient sous contrôle russe avant le 24 février, mais qu'il chercherait à les récupérer par des moyens diplomatiques à l'avenir. Si Zelensky était remplacé par quelqu'un de plus nationaliste, la situation deviendrait bien pire.

Je n'ai pas besoin de détailler les conséquences de ce genre de scénario. Il y aurait encore plus d'autoritarisme dans notre politique intérieure, les sentiments revanchards l'emporteraient, et la guerre ne s'arrêterait pas. Tout nouveau gouvernement serait beaucoup moins réticent à bombarder

le territoire russe. Avec une extrême droite fortifiée, notre pays serait entraîné encore plus profondément dans un maelström de nationalisme et de réaction.

Ayant vu les horreurs de cette guerre, je suis conscient du souhait d'en finir au plus vite. En effet, personne n'est plus impatient de voir la guerre se terminer que nous, qui vivons en Ukraine. Toutefois, il est également important pour les Ukrainiens et les Ukrainiennes de savoir comment la guerre va se terminer, plus ou moins exactement. Au début de la guerre, moi aussi j'espérais que le mouvement anti-guerre russe obligerait le Kremlin à mettre fin à son invasion. Mais malheureusement, cela ne s'est pas produit. Aujourd'hui, le mouvement anti-guerre russe ne peut influencer la situation qu'en procédant à des sabotages à très petite échelle de chemins de fer, d'usines militaires, etc. (voir [The Insider, 6 juillet 2022](#)). Une opposition plus significative ne sera possible qu'après la défaite militaire de la Russie.

Bien sûr, dans certaines circonstances, il pourrait être approprié d'accepter un cessez-le-feu. Mais un tel cessez-le-feu ne serait que temporaire. Tout succès russe renforcerait le régime de Vladimir Poutine et ses tendances réactionnaires. Il ne signifierait pas la paix, mais des décennies d'instabilité, de guérilla de résistance dans les territoires occupés et d'affrontements récurrents sur les lignes de démarcation. Ce serait une catastrophe non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour la Russie, où la dérive politique réactionnaire s'intensifierait et où l'économie souffrirait des sanctions, avec de graves conséquences pour les simples citoyens.

Une défaite militaire subie par la Russie suite à son invasion serait donc également dans l'intérêt des Russes. Seul un mouvement intérieur de masse en faveur du changement en Russie peut ouvrir, à l'avenir, la possibilité d'un rétablissement de relations stables entre l'Ukraine et la Russie. Mais si le régime de Poutine est victorieux, cette « révolution » sera impossible pendant longtemps. La défaite du régime de Poutine est nécessaire pour créer les conditions de possibilité de changements progressifs en Ukraine, en Russie et dans l'ensemble du monde post-soviétique.

Ce que les socialistes devraient faire

Il faut reconnaître que je me suis surtout concentré sur les dimensions « internes » - pour les Ukrainiens et les Russes - du conflit actuel. Pour de nombreux activistes de gauche à l'étranger, les discussions ont tendance à se concentrer sur les implications géopolitiques plus larges. Mais à mon avis, tout d'abord, en évaluant le conflit, les socialistes devraient en priorité prêter attention aux personnes qui y sont directement impliquées. Et deuxièmement, de nombreux membres de la gauche sous-estiment les menaces que représente un éventuel succès de la Russie.

La décision de s'opposer à l'occupation russe n'a pas été prise par Joe Biden, ni par Zelensky, mais par le peuple ukrainien. Il s'est levé en masse dès les premiers jours de l'invasion et a fait la queue pour se procurer des armes. Si Zelensky avait capitulé à ce moment-là, il aurait seulement été discrédité aux yeux de la majeure partie de la société, mais la résistance aurait continué sous une forme différente, dirigée par des forces nationalistes jusqu'au-boutistes.

En outre, comme Volodymyr Artiukh [anthropologue ukrainien spécialisé sur les thèmes du travail et des migrations dans l'espace post-soviétique] l'a noté dans *Jacobin* [en mars 2022], l'Occident ne voulait pas de cette guerre. Les Etats-Unis ne voulaient pas de problèmes en Europe car ils voulaient se concentrer sur l'affrontement avec la Chine. L'Allemagne et la France voulaient encore moins de cette guerre. Bien que Washington ait fait beaucoup pour saper le droit international (nous, comme les socialistes du monde entier, n'oublions jamais l'invasion criminelle de l'Irak, par exemple), en soutenant la résistance ukrainienne à l'invasion, ils font ce qu'il convient de faire.

Pour inscrire cela dans une dimension historique comparative, la guerre en Ukraine n'est pas plus

une guerre par procuration que la guerre du Vietnam n'était une guerre par procuration entre les Etats-Unis, d'une part, et l'Union soviétique et la Chine, d'autre part. C'était une guerre de libération nationale du peuple vietnamien contre les Etats-Unis et dans le même temps il s'agissait d'une guerre civile entre les partisans du Nord et du Sud-Vietnam. Presque toutes les guerres comportent diverses facettes ; leur nature peut changer au cours de leur déroulement. Mais qu'est-ce que cela nous offre en termes pratiques ?

Pendant la guerre froide, les internationalistes n'avaient pas besoin de louer l'URSS pour soutenir la lutte des Vietnamiens contre les Etats-Unis. Et il est peu probable que des socialistes aient conseillé aux dissidents de gauche en Union soviétique de s'opposer au soutien du Vietcong. Aurait-on dû s'opposer au soutien militaire soviétique au Vietnam parce que l'URSS avait criminellement réprimé, par exemple, le Printemps de Prague de 1968 ? Pourquoi alors, lorsqu'il s'agit du soutien occidental à l'Ukraine, les occupations meurtrières de l'Afghanistan et de l'Irak sont-elles considérées comme des arguments sérieux pour s'opposer à l'aide à la résistance du peuple ukrainien ?

Au lieu de voir le monde comme étant uniquement composé de camps géopolitiques, les socialistes internationalistes doivent évaluer chaque conflit en fonction des intérêts des masses laborieuses et de leur lutte pour la liberté et l'égalité. Le révolutionnaire Léon Trotsky a écrit un jour que, hypothétiquement, si l'Italie fasciste, tout en obéissant à ses intérêts, avait soutenu un soulèvement anticolonial en Algérie contre la France démocratique, les internationalistes auraient dû soutenir l'armement italien des rebelles. Cela semble tout à fait juste, et cela ne l'a pas empêché d'être un antifasciste [4].

La lutte au Vietnam n'a pas seulement profité au Vietnam ; la défaite des Etats-Unis dans ce pays a eu un effet de dissuasion important (bien que temporaire) sur l'impérialisme états-unien. Il en va de même pour l'Ukraine. Que fera la Russie si l'Ukraine est vaincue ? Qu'est-ce qui empêcherait Poutine de conquérir la Moldavie ou d'autres Etats post-soviétiques ?

L'hégémonie des Etats-Unis a eu des conséquences épouvantables pour l'humanité et cette hégémonie est heureusement en déclin. Toutefois, la fin de la suprématie états-unienne peut signifier soit une transition vers un ordre international plus démocratique et plus juste, soit une guerre de tous contre tous. Elle peut aussi signifier un retour à la politique des sphères d'influence impérialistes et au redécoupage militaire des frontières, comme aux siècles précédents.

Le monde deviendra encore plus injuste et dangereux si les prédateurs impérialistes non occidentaux profitent du déclin des Etats-Unis pour banaliser leurs politiques agressives. L'Ukraine et la Syrie sont des exemples de ce que sera un « monde multipolaire » si les appétits des impérialismes, entre autres non occidentaux, ne sont pas réduits.

Plus cet épouvantable conflit en Ukraine se prolonge, plus le mécontentement populaire dans les pays occidentaux pourrait grandir en raison des difficultés économiques issues des effets de la guerre et des sanctions. Le capital, qui n'aime pas la perte de profits et veut revenir au « business as usual », peut essayer d'exploiter cette situation. Celle-ci peut également être utilisée par les populistes de droite qui ne rechignent pas à partager des sphères d'influence avec Poutine.

Mais pour les socialistes, utiliser ce mécontentement pour demander une réduction de l'aide à l'Ukraine et une diminution de la pression sur la Russie serait un rejet de la solidarité avec les opprimé·e·s. (Article publié sur le site *Jacobin*, le 26 juillet 2022 ; traduction rédaction *A l'Encontre*)

[Click here](#) to subscribe to ESSF newsletters in English and or French.

P.-S.

A l'encontre La Brèche

<https://alencontre.org/laune/je-suis-un-socialiste-ukrainien-voici-pourquoi-je-resiste-a-linvasion-russe.html>

Notes

[1] Des négociations, sous l'égide de l'ONU (et de son secrétaire général Antonio Guterres), et impliquant l'intermédiation de Recep Tayyip Erdogan, se sont déroulées à Istanbul le 22 juillet. Les textes ont été signés séparément par des représentants de l'Ukraine et de la Russie. Cet accord prévoit l'ouverture de couloirs sécurisés permettant la circulation de navires commerciaux en mer Noire pour une durée de quatre mois. Dès lors, les exportations de céréales ukrainiennes relèvent de l'ordre du possible. Il en va de même pour le blé et les engrais russes dont l'exportation est freinée par les sanctions occidentales, en particulier financières. La mise en pratique de cet accord est liée, entre autres, à l'évolution des initiatives militaires de la Russie (par exemple, le bombardement d'Odessa). Ni le gouvernement ukrainien, ni le gouvernement russe n'ont, de facto, avantage à ce que cet accord soit caduc, sans mentionner les intérêts politico-diplomatiques d'Erdogan. La praticabilité de cet accord sera testée dans les jours à venir et semble initialement en bonne voie de réalisation. (Réd. A l'Encontre)

[2] Bohdan Krawchenko - qui dans les années 1990 a été en charge d'une partie de la réorganisation administrative de l'Ukraine - dans un entretien, datant du 24 juillet 2022, conduit par Suzy Weissman (auteure d'une biographie de Victor Serge, Ed. Verso, 2013) insiste sur l'importance, pour saisir la dimension de la résistance populaire territoriale, du rôle des départements (oblast) et de leur capacité d'initiative liée à une relative décentralisation, une configuration le plus souvent ignorée par les médias et les analyses. Bohdan Krawchenko, parmi de nombreux ouvrages, a publié *Social change and national consciousness in twentieth-century Ukraine*, St. Antony's / Macmillan, 1985. (Réd. A l'Encontre)

[3] Un projet de loi, adopté le 19 juin par le parlement ukrainien, interdit de diffuser ou d'interpréter certaines musiques russes à la télévision et à la radio, mais aussi dans les écoles, les transports publics, les restaurants, les cinémas et d'autres espaces publics. (Réd. A l'Encontre)

[4] Voici le passage du texte de Trotsky, auquel fait allusion Taras Bilous : « Supposons qu'un soulèvement éclate demain dans la colonie française d'Algérie sous le drapeau de l'indépendance nationale et que le gouvernement italien, motivé par ses propres intérêts impérialistes, se dispose à envoyer des armes aux insurgés. Quelle devra être dans ce cas l'attitude des ouvriers italiens ? J'ai délibérément pris l'exemple d'un soulèvement contre un impérialisme démocratique avec une intervention du côté des rebelles d'un impérialisme fasciste. Les ouvriers italiens devront-ils empêcher le chargement des armes destinées aux Algériens ? Que quelques ultra-gauchistes osent répondre à cette question par l'affirmative ! Tout révolutionnaire, avec les ouvriers italiens et les Algériens insurgés, balayeraient avec indignation une telle réponse. Même si une grève générale dans les ports éclatait à ce moment dans l'Italie fasciste, même dans ce cas les grévistes devraient faire une exception en faveur de ceux des bateaux qui transportent de l'aide pour les esclaves coloniaux soulevés : autrement, ils ne seraient que de misérables trade-unionistes, pas des révolutionnaires prolétariens. En même temps, les travailleurs français des ports, même sans

aucune grève à l'ordre du jour, seraient obligés de faire tout leur possible pour arrêter le chargement des munitions destinées à être utilisées contre les insurgés. Seule une telle politique de la part des ouvriers italiens et français constitue une politique d'internationalisme révolutionnaire. » (« Il faut apprendre à penser. Un conseil amical à certains ultra-gauchistes », 22 mai 1938, in Léon Trotsky, Œuvres, vol. 17, pp. 245-250, ILT, 1984) (Réd. A l'Encontre)